

# DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

## Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

**Conseil communautaire du 28 juillet 2014 (5<sup>ème</sup> séance)**

**Délibération n° COM 2014-07-05/69**

**OBJET : Autorisation donnée à la Présidente pour signer une convention avec ECO DDS, éco-organisme en charge de la gestion des Déchets Diffus Spéciaux des ménages**

L'an deux mille quatorze, le vingt-huit juillet à 19 heures, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre, dûment convoqué, s'est réuni, à la Mairie de Morne-à-L'Eau, sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

**MEMBRES EN EXERCICE : 36**

**PRESENTS (27) :**

Mme ALPHONSE Epse TANCONS, M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, M. ARTHEIN Victor, M. BARDAIL Jean, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. CORNEILLE Denis, M. DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. EDWIGE Yorick, M. FRANCFORT Philipson, M. HILL Joseph, M. HUBERT Jean-Marie, Mme JASMIN Victoire, Mme LAUG Caroll, M. LOMBION Jean-Claude, Mme LORMEL épse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, Mme OUJAGIR Nadia, M. PORLON Pierre, Mme REINE épse RAMPATH Sheila, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt

**CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION (3) :**

M. BERNARD Jean-Luc à M. ARTHEIN Victor

M. DARTRON Jean à M. BARDAIL Jean

M. ROUX Harry à M. HILL Joseph

**CONSEILLER COMMUNAUTAIRE EXCUSE (1):**

Mme GUILLAUME Stella

**CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES ABSENTS (5) :**

M. DULAC Daniel, M. HERMIN Georges, Mme MANETTE Sandra, M. MITEL Florent, Mme MOUNSAMY Fritz

**A été élue secrétaire de séance : Mme SERMANSON Sylvia**

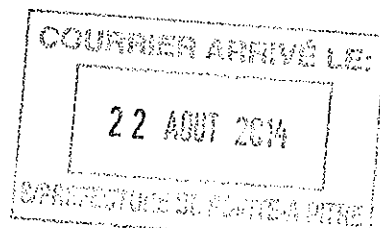
**Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

**Vu** les statuts de la CANGT ;

**Considérant** que la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre est compétente pour la collecte des Déchets Diffus Spéciaux (DDS) provenant des ménagers.



**Considérant** que les DDS regroupent les déchets dangereux issus de produits chimiques présentant un risque significatif sur la santé et l'environnement (exemple : pot de peinture, produits d'entretien de la maison, des voitures, etc..) que seules les déchèteries peuvent accueillir selon des conditions réglementaires strictes de sécurité.

**Considérant** que la CANGT dispose d'une seule déchèterie située au Moule.

**Considérant** qu'afin de permettre de collecter les DDS des ménages en toute sécurité et limiter leurs impacts sur la santé et l'environnement, la CANGT doit contractualiser avec ECO DDS, l'éco-organisme en charge de leur gestion.

**Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,**

**Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité,**

### **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la Présidente à signer la convention avec ECO-DDS sur l'ensemble du périmètre communautaire.

**ARTICLE 2 :** La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

 La Présidente,  
Gabrielle LOUIS-CARABIN

- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, de Le Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis



*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : [greffe.ta-basse-terre@juradam.fr](mailto:greffe.ta-basse-terre@juradam.fr)) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.*